

salaires et faire participer les travailleurs aux bénéfices de l'entreprise...

Le programme est révélateur : Cet Etat au dessus des classes n'existe pas, l'Etat est un instrument au service d'une classe sociale, en régime capitaliste il défend les intérêts de la bourgeoisie, en régime socialiste ceux de la classe ouvrière par la destruction de l'exploitation capitaliste. **Affirmer que l'on veut récupérer les richesses nationales et protéger les investissements étrangers c'est reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre.** Aucune entreprise impérialiste n'investit dans les pays sous développés pour les développer : le sous développement est précisément la conséquence de la pénétration de capitaux étrangers dont le seul but est de réaliser le taux de profit maximum et non de satisfaire aux besoins économiques et sociaux. Protéger les investissements étrangers, c'est consolider la dépendance de la Bolivie. **Pour rompre avec le sous-développement, il faut rompre avec l'impérialisme.**

Mais le programme d'Ovando est un programme réformiste bourgeois et tel n'est pas son but.

Quels sont les intérêts de classe que défend le régime ? H. Jaguaribe, intellectuel bolivien, les résume ainsi : le contrôle croissant de l'industrie nationale par les capitaux étrangers condamne l'Amérique latine au statut de colonie des Etats-Unis. Pour contrecarrer cette tendance, il faut assurer un système de développement autonome, protéger le capital national. La clé de ce modèle de capitalisme d'Etat, c'est l'alliance entre la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes et les masses urbaines et rurales. Ceci suppose que soient écartées les élites traditionnelles parasitaires (grands propriétaires fonciers et bourgeoisie exportatrice) au profit des secteurs plus représentatifs de la bourgeoisie. Sur le plan politique ceci passe par une alliance entre l'armée, les intellectuels et les masses.

Que reflète l'analyse de H. Jaguaribe ?

Il existe effectivement de la part de la bourgeoisie industrielle dite « nationale » une volonté de modifier la répartition de la plus value afin d'accroître sa propre part de gâteau. Pour ce faire, il faut mener à bien un certain nombre de réformes en exerçant des pressions sur l'impérialisme en utilisant tant que faire se peut pour cela, les mobilisations de masses.

Mais la réalisation de ces objectifs se heurte à un double obstacle : d'abord la bourgeoisie locale est extrêmement faible et n'a pas d'autonomie, elle est incapable de soutenir la concurrence face aux grands trusts et la seule ressource qui lui reste c'est de plus en plus de s'associer à eux. Progressivement l'ancienne alliance impérialisme-grands propriétaires fonciers-exportateurs est remplacée par une alliance entre le capital industriel local et l'impérialisme. Ensuite parce qu'il lui est de plus en plus difficile de contrôler les mouvements de masse : lorsque la radicalisation des travailleurs atteint un seuil qui risque de compromettre son existence en tant que classe, elle se retourne immédiatement vers son allié de toujours pour appeler à l'aide : c'est exactement ce qui s'est passé en Bolivie lors du récent coup d'Etat.
